



HAL
open science

Angleterre 1640 : notes sur une "révolution" en débat

Michael A. Soubbotnik

► **To cite this version:**

Michael A. Soubbotnik. Angleterre 1640 : notes sur une "révolution" en débat. Travaux et Recherches de l'UMLV, 2006, 11, pp.9-32. hal-04405666

HAL Id: hal-04405666

<https://hal.science/hal-04405666>

Submitted on 19 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

U N I V E R S I T É D E M A R N E - L A - V A L L É E

TRAVAUX
ET
RECHERCHES
DE L'UMLV

LITTÉRATURES
SCIENCES HUMAINES
RÉVOLUTIONS

Janvier 2006 N^o11 Revue semestrielle

TRAVAUX ET RECHERCHES DE L'UMLV

LITTÉRATURES ET SCIENCES HUMAINES

Revue semestrielle

Directrice de rédaction :
Fabienne BOCK

Comité de rédaction :
Edwige ARCHIER – Thierry BONZON – Pierre-François GORSE
Vladimir IAZYKOFF – Gisèle SEGINGER – Michael A. SOUBBOTNIK

Secrétaire de rédaction : Emmanuelle BRUN
Directeur de publication : Yves LICHTENBERGER
Conception graphique : Michelle THOMAS et Bertrand ZAKOWETZ



RÉDACTION :

"Travaux et Recherches de l'UMLV", Université de Marne-la-Vallée,
5, boulevard Descartes, 77454 Marne-la-Vallée cedex 2
(Tel. : 01 60 95 70 75 ; Télécopie : 01 60 95 70 77)

CORRESPONDANCE :

Toute correspondance est à adresser à la rédaction.

ABONNEMENTS / VENTE AU NUMÉRO :

	Vente au numéro	Abonnement annuel
Particuliers	6 €	12 €
Institutions	12 €	24 €

Voir bulletin d'abonnement à l'intérieur du numéro

ISSN : 1298-1168

Dossier : Révolutions

Présentation	5
Michael A. Soubbotnik , Angleterre 1640 : notes sur une "révolution" en débat	9
Anne Lafont , L'abolition d'une institution d'Ancien Régime par la Révolution française : l'Académie royale de peinture et de sculpture	33
Anne Radeff , Voyager pendant les guerres révolutionnaires. Décentralités alpines	49
Georges Lomné , Du bon goût à l'esprit de révolution : le "recouvrement de l'Antiquité " dans la vice-royauté de Nouvelle- Grenade (1779-1794)	75
Alejandro E. Gómez , Entre résistance, piraterie et républicanisme. Mouvements insurrectionnels d'inspiration révolutionnaire franco- antillaise sur la Côte de Caracas, 1794-1800	91
Varia	
Adeline Fraoua , La parenthèse communiste de la ville de Gagny : l'union de la gauche au pouvoir (1977-1983)	121
Liste commentée des mémoires de sociologie et d'histoire antique, médiévale, moderne et contemporaine soutenus devant l'Université de Marne-la-Vallée en 2004	137
Actualités	141

Angleterre 1640 : notes sur une “révolution” en débat

Michael A. Soubbotnik

Révolution, Guerre Civile, Rébellion

Comment caractériser la période 1640-1690, autrement dit – pour opérer un découpage commode à condition de rester provisoire – celle qui va de la convocation du Long Parlement à la dissolution du Parlement de la Convention ? L'ensemble des événements et des procédures qui conduisent à la destitution de Jacques II et à l'installation sur le trône de la dyarchie composée de Guillaume et de Mary porte, sans que cela fasse habituellement problème, le nom de “Glorieuse Révolution”. Il est cependant possible de ne voir dans 1688 que l'ultime “ajustement¹” institutionnel d'une révolution politique entamée quarante-huit ans auparavant. Pour désigner, par contre, les événements des années 1640-1650, les historiens usent des termes non équivalents et non pour autant nécessairement contradictoires², de “Grande Rébellion”, de “Révolution” ou de “Guerre Civile”. Ces appellations traduisent, on s'en doute, des choix interprétatifs qui divergent parfois considérablement³.

Si Laurence Stone s'est efforcé de démontrer que la guerre civile était bien plus qu'une simple rébellion contre un roi en particulier⁴, Christopher Hill, on le sait, a constamment plaidé pour que l'on perçoive dans le second tiers du XVII^e s. un tournant crucial et irréversible dans l'histoire britannique (et non pas simplement anglaise), tournant à la fois économique, social, politique et culturel. Bref, il s'agit bel et bien ici d'une *révolution*

qui “embrasse tous les aspects de la vie” et “[met] aux prises deux conceptions de la civilisation” dont l’une prend pour modèle “l’absolutisme français” et l’autre “la république néerlandaise⁵”. Mark Kishlansky confère pour sa part une portée plus limitée à ce tournant qu’il continue à tenir pour décisif, puisqu’il aurait “simplement” pour conséquence l’émergence d’une pratique “majoritaire” et “agonistique” de la politique, dans laquelle la division en camps opposés serait désormais considérée comme la norme⁶. Quant à Conrad Russell, du moins dans l’ouvrage collectif de 1973 qui constitue une sorte de manifeste du “révisionnisme”⁷ concernant l’idée même d’une “révolution” de 1640⁸, il estime avoir pour tâche d’expliquer un processus qui, pour avoir débouché sur une *guerre civile*, n’a pas pour autant conduit à une révolution. D’où son insistance sur la responsabilité de Charles I dans l’ouverture d’un conflit qui reproduit selon lui un certain nombre de traits des rébellions antérieures. La guerre civile n’aurait en outre strictement rien changé dans la mesure où ni la faiblesse financière du gouvernement ni les divisions religieuses entre protestants n’auraient été réglées. Tous ces problèmes, soutenait-il alors, pouvaient trouver une solution sans la guerre. L’on voit se profiler trois questions initiales : une première question porte sur l’inscription de la Guerre Civile anglaise dans le cadre général de l’analyse des rébellions dans les royaumes multiples ou bien dans celui des révolutions ; une seconde question porte sur la périodisation, au sens où il resterait permis, en dépit de la révision de la notion de “révolution de 1640”, de ne faire commencer qu’après 1642 la période où se manifestent des mouvements de type “révolutionnaire”, qui deviennent donc des conséquences et non plus des causes de la guerre civile⁹ ; une troisième question, enfin, qui n’est pas la moindre, concerne la pertinence, le sens et l’extension qu’il convient d’attribuer au terme de “révolution”, souvent soupçonné de constituer un anachronisme conceptuel avant 1688¹⁰.

Le débat sur la signification et les causes de la guerre civile ne date pas d’hier. Il commence avec les participants eux-mêmes, non sans que les clivages idéologiques d’alors offrent parfois à nos regards d’aujourd’hui une étrange mais périlleuse familiarité. Edward Hyde, Lord

Clarendon, Chancelier de Charles II, ouvre son *History of the Rebellion*¹¹ sur un tableau du règne de Charles I. Il y analyse les erreurs politiques qui transformèrent un royaume prospère et pacifique en champ de bataille d'une guerre civile. À l'extrême opposé, le républicain James Harrington rapporte l'effondrement de toute une structure sociale et politique aux changements sociaux intervenus depuis le règne de Henry VII. Sir William Dugdale, grand *antiquarian*, fondateur de l'histoire locale et ancien "Cavalier", invoque, en 1682, un complot anabaptiste ; le parlementariste modéré Benjamin Rudyard déclare, par contre, au cours d'une session du *Short Parliament*, que la cause principale des malheurs du temps réside dans les fréquentes dissolutions des parlements¹².

Tendances d'un siècle, échecs d'un règne

En règle générale, considérer que la guerre civile anglaise est un épisode d'une "révolution" revient à l'insérer dans un mouvement de longue ou de moyenne durée : tensions socio-économiques et/ou ruptures profondes dans les domaines religieux et politique. Le mécanisme événementiel du déclenchement des hostilités en 1642 est, aux yeux de Laurence Stone, assez aisé à expliquer. Toutefois, dès que l'on tente de comprendre comment et pourquoi les institutions apparemment les plus solides de l'Église et de l'État ont pu s'effondrer aussi rapidement deux ans auparavant, on doit embrasser une durée plus longue. C'est pourquoi Stone remonte progressivement jusqu'au "Reformation Parliament" de 1529-1536 qui accompagne et promeut en grande partie toute la crise du schisme. Si par contre, comme un certain nombre d'historiens du début des années 70 influencés par Conrad Russell et John Morrill, on estime devoir inscrire la guerre civile dans la catégorie des "grandes rébellions", faute de repérer un "potentiel révolutionnaire" autre que contingent avant 1637, on tendra à se concentrer sur un certain nombre de questions articulées de manière à prendre en compte les entrecroisements de séquences événementielles, donc aussi les facteurs accidentels. Il faudra expliquer de cette manière pourquoi les "Bishops' Wars" ont

éclaté en 1639, pourquoi les Écossais les ont gagnées, pourquoi le Parlement anglais n'a été ni ajourné ni dissout, pourquoi ce Parlement et l'ensemble de la nation anglaise se sont divisés en deux camps approximativement égaux, pourquoi le printemps 1642 n'a vu aucun effort de négociation sérieux, pourquoi, enfin, la majesté royale s'est trouvée si diminuée à l'orée de la période¹³. On voit qu'ici, contrairement à ce qui se passe chez Stone, c'est la guerre qu'il faut expliquer, ce qui se fait en général à travers un récit détaillé de l'histoire politique de la fin des années 1630 et du début des années 1640, récit qui prend principalement en charge les présupposés, négociations et erreurs de jugement du Roi et des principaux protagonistes politiques.

On pourrait se risquer à dire qu'une bonne part du débat historiographique de ces trente dernières années en Grande-Bretagne s'est focalisée sur diverses entreprises de révision des interprétations "whigs" et "marxistes" de la Guerre Civile, puis sur une "révision de la révision" qui a conduit à repenser la révolution anglaise plutôt qu'à purement et simplement l'éliminer.

La version whig, dominante tout au long du XIX^e s. et au début du XX^e, plonge ses racines dans la manière dont les vainqueurs de la "Glorieuse Révolution" de 1689 ont, au cours du XVIII^e siècle, forgé une interprétation ambiguë des décennies de 1640-1660. Interprétation ambiguë puisqu'en même temps qu'elle inscrivait le règlement constitutionnel de 1690 dans la longue durée des "libertés anglaises", elle cherchait à minimiser l'héritage embarrassant du régicide et de l'interrègne¹⁴. La lecture whig de la période insiste traditionnellement sur l'approfondissement des clivages religieux et politiques depuis l'avènement des Stuarts, dressant le tableau de l'opposition à une monarchie autocratique par un Parlement défenseur de la *rule of law*, des droits de propriété et des libertés de l'individu. Dans cette perspective, la victoire parlementaire de la première guerre civile trouve enfin sa confirmation dans le Bill of Rights de 1689. La version marxisante adopte, on s'en doute, une attitude beaucoup moins unilatéralement favorable aux positions parlementaires et voit les divisions politiques s'exacerber sur fond (ou plutôt sur la "base") de transfor-

mations économiques et sociales qui ne sont saisissables que sur le long terme. La période allant de la convocation du Long Parlement à l'entrée de Charles II à Londres compte parmi les étapes d'une "révolution bourgeoise" qui ouvre la voie à de nouveaux développements du capitalisme en Grande-Bretagne et dont la Guerre Civile représente la phase politique violente.

L'historiographie "révisionniste" de la Guerre Civile n'ignore pas, elle non plus, les grands problèmes structureaux de l'État anglais sur le long terme. Elle cherche même à élargir l'empan de l'analyse puisque la problématique des royaumes multiples impose presque nécessairement de comparer la situation anglaise à celle des autres États européens. Or une telle comparaison semble devoir montrer qu'aucune des difficultés financières ou institutionnelles de l'Angleterre n'appelle nécessairement une guerre civile comme celle qui se déclenche en août 1642 et encore moins l'échec systématique de toute tentative de règlement selon le schéma répétitif du "jamais assez, toujours trop tard" qui conduit le pays au régicide légal. Resterait à se tourner vers des divisions politiques et religieuses profondes et irréductibles car portant sur des questions de principe. Tentation à son tour battue en brèche. C'est ainsi qu'au cours des années 70 et 80, divers travaux s'efforcent de réfuter la pertinence des interprétations qui plaçaient le conflit politique et les allégeances personnelles de ses acteurs sous la dépendance du changement social. Il s'agit avant tout d'échapper au schéma d'un développement progressiste "révolutionnaire" plus ou moins finalisé qui sous-tend les analyses whigs ou marxistes (lesquelles ne donnent naturellement pas au mot "révolution" tout à fait le même sens). La stratégie interprétative consiste à cesser de chercher à comprendre la Guerre Civile rétroactivement et à se situer autant que possible "en amont". La monarchie Stuart peut dès lors apparaître parfois comme la grande (et maladroite) promotrice du changement, en particulier dans ses efforts militaires et fiscaux, et la résistance parlementaire, prise au mot de sa propre rhétorique de restauration des "libertés du peuple anglais", comme le défenseur de la tradition. Mais si rien dans l'opposition de ces tendances réformatrice et

conservatrice ne permet de tenir pour inévitable le conflit armé de 1642, ce dernier sera plutôt le résultat d'une accumulation d'erreurs de jugement de la Cour d'une part, de l'opposition parlementariste de l'autre, erreurs largement induites par certains aspects tout à fait particuliers de la manière dont les Stuart conçoivent et conduisent leur politique. L'un de ces aspects était déjà mentionné par Hobbes dans son *Behemoth*, à savoir la rupture du lien de confiance entre le Roi et les Grands en même temps que le premier se laissait entraîner dans les querelles internes de son Conseil¹⁵. La marche vers la guerre civile ne commence donc pas avant 1638, l'exacerbation de la crise écossaise et le *National Covenant*. Elle ne devient véritablement inévitable qu'avec l'impasse créée par le soulèvement irlandais en novembre 1641 qui empêche le Roi de dissoudre un Parlement dont la faction la plus opposée aux prérogatives de la Couronne est emmenée par des hommes, Pym en tête, coupables de haute trahison pour intelligence avec l'ennemi écossais et qui, en conséquences sont acculés au conflit sans merci¹⁶.

Plus récemment, cependant, on a assisté à une réaction aux analyses révisionnistes – sorte de “révision du révisionnisme”¹⁷. Il s'agit en fait d'une attitude qui, tout en profitant des analyses ouvertes par la remise en question des interprétations whigs et marxistes traditionnelles, se refuse au jeu de balancier qui aboutit à occulter polémiquement la portée des événements de la période. L'acquis de l'historiographie “révisionniste” permet ainsi d'intégrer à l'interprétation de la révolution anglaise une meilleure compréhension de l'aspect “international” de la crise. Dans le même temps, la politique de Cour et les relations au sein des élites font l'objet d'enquêtes renouvelées sur leur rôle et leurs structures internes.

Toutefois, la recherche récente ne reconnaît pas au révisionnisme d'avoir su présenter une analyse à la fois neuve et acceptable des racines de la guerre civile. La conviction demeure qu'il est indispensable de mener la recherche en tenant compte des relations entre le changement social d'une part, et d'autre part les conflits religieux, “culturels” et politiques. Les tenants de cette nouvelle “révision” tiennent pour impossible de considérer historiquement une constellation de problèmes “pratiques”

indépendamment des représentations ou des “système de projection” à travers lesquels les acteurs les construisent, les pensent et tentent de les résoudre. Les questions soulevées par l'idée d'un “monde que nous avons perdu”, selon l'expression de Peter Laslett, ressurgissent de ce fait avec une acuité décuplée par l'essor du “*new historicism*” en histoire littéraire et culturelle avec le rôle pilote qu'y joue la compréhension du premier dix-septième siècle. D'où le soin que met un Christopher Hill, par exemple, à montrer qu'il émerge bel et bien dans l'Angleterre du xvii^e siècle, un concept moderne de “révolution” irréversible qui se dégage de la métaphore astronomique appliquée au schéma polybien des cycles politiques¹⁸.

Plus concrètement, la tendance dominante serait de combiner les analyses qui portent sur l'ensemble de la dynastie Stuart – et non pas simplement au regard du seul règne de Charles I, en termes de *functional breakdown*, de “collapsus fonctionnel” (comme le fait une partie de l'historiographie révisionniste à la suite, involontairement, du *Behemoth* de Hobbes) – à celles qui intègrent le contexte européen. Il s'agit en somme de chercher à comprendre, mais à nouveaux frais, pourquoi et comment un état de second rang comme l'Angleterre à la mort d'Élisabeth est devenue la principale puissance européenne au xviii^e siècle puis la première nation industrielle ; pourquoi et comment les xvi^e et xvii^e siècles n'ont pas vu l'Angleterre suivre le mouvement quasi-général de constitution de monarchies administratives accompagnées d'un renforcement durable et effectif de l'idée selon laquelle le roi est le seul représentant de l'État, à l'opposé des thèses constitutionnalistes. Les deux questions sont deux aspects du même problème. Christopher Hill le souligne¹⁹, justifiant ainsi son choix de 1603 comme date repère pour entamer un long “siècle de la révolution” qui s'étend jusqu'en 1714, date de la mort de la reine Anne donc de la dynastie Stuart, mais date aussi d'une brusque reprise économique. Avec la succession d'Élisabeth I et la montée sur le trône d'Angleterre de Jacques VI d'Écosse, c'est une situation de triple couronne qui s'installe. S'ouvre alors la phase finale des séculaires tentatives d'unification de la Grande-Bretagne (et ici, les repères seraient 1603-1746, la

bataille de Culloden marquant l'échec ultime des Stuart et la fin du royaume indépendant d'Écosse). Pas plus que celles de la monarchie écossaise, les structures de la monarchie anglaise à la mort d'Élisabeth n'étaient adaptées à la gestion aussi complexe et périlleuse de trois royaumes dans un espace européen en pleine réorganisation violente. D'où le fameux "collapsus fonctionnel".

On retrouvera un schéma historiographique similaire à propos de la composante religieuse de la période.

Une lutte religieuse tout en nuances

Après le Concile de Trente, expliquait Edgar Quinet, les livres du protestantisme "sont des révolutions" qui finissent par le revêtir "d'institutions inexpugnables (...)" incarnant en définitive "le protestantisme même" en tant que revendication de l'autonomie et de la responsabilité de l'individu face à l'idéal tridentin du pouvoir absolu²⁰. Toute une tradition remontant au ^{xix}^e siècle fait de la Guerre Civile anglaise une "révolution puritaine" à partir d'une analyse particulière de l'impact général de la Réformation. Selon cette analyse, la Réformation, représentant l'affirmation de l'importance de la conscience individuelle face à la dogmatique du clergé, recueille un large assentiment de la part de ceux qui ne sont plus disposés à se soumettre inconditionnellement à l'autorité. En ce qui concerne plus spécifiquement le contexte anglais, les puritains auraient estimé inadéquat l'*Establishment* élisabéthain et auraient donc travaillé plus ou moins ouvertement contre lui depuis 1560 dans l'espoir de promouvoir une Réformation authentique. La persécution entreprise à leur encontre les aurait peu à peu mené de la tentative de réforme religieuse à la révolte, voire à la révolution contre la tyrannie politique et le gouvernement arbitraire.

Au cours des vingt dernières années, le scepticisme jadis manifesté par Lord Clarendon à l'égard de l'idée de "révolution puritaine" a connu une sorte de renaissance méthodologique²¹. Finlayson²² et Collinson²³, par exemple, mettent en relief l'assez large consensus dont les éléments principaux de la religion anglicane font l'objet entre 1560 et 1620 dans les

élites dirigeantes. De ce point de vue, il est aventureux et simplificateur de diviser brutalement les protestants anglais entre un "anglicanisme" établi et une opposition puritaine comme si l'anglicanisme du tournant du siècle se confondait avec l'arminianisme laudien. Beaucoup plus récemment, le très important travail de Janice Knight, qui retrace la généalogie anglaise de l'orthodoxie puritaine de la colonie de la Baie du Massachusetts, a conduit lui aussi à des positions plus nuancées, en réduisant le refus de tout compromis avec l'*Establishment* au groupe rassemblé autour de William Perkins et de William Ames²⁴. On se trouve donc confronté à un large spectre d'opinions et d'attitudes comportant de très nombreux et importants points d'accord. Pour commencer, la grande majorité du clergé et des fidèles s'accorde sur la prédestination... tant du moins que personne n'entre publiquement dans la subtilité des débats théologiques. Corrélativement, tout le monde admet la division entre les "Saints" élus et les réprouvés, sans que par contre on s'accorde sur les moyens humains de s'assurer de l'appartenance à l'un ou l'autre groupe. L'accord est général aussi sur le salut par la foi et par l'Écriture seules contre la doctrine liant libre-arbitre et salut par les œuvres, mais les critères varient, y compris chez les puritains, quant à ce qui compterait ou ne compterait pas comme une forme insidieuse de pélagianisme. Enfin et surtout, en dépit d'une petite minorité presbytérienne sous le règne d'Élisabeth, la majorité des Anglais reconnaît l'épiscopat comme une forme parfaitement légitime d'organisation d'une Église Réformée et seule une infime minorité revendique la séparation d'avec l'Église établie.

Plus que des oppositions tranchées dès le départ (sauf aux marges), ce sont au fond les nuances qui s'avéreront décisives. Si tous les protestants anglais professent la haine du papisme²⁵ et souhaitent encourager la prédication de la Parole, certains se montrent nettement plus enthousiastes que d'autres. Pour autant, dans le spectre des nuances, les puritains ne constituent pas une opposition séparée du corps de l'Église anglicane mais une aile plus enthousiaste et plus active. On trouve même des puritains au cœur de la hiérarchie locale et centrale de l'Église d'Angleterre comme, par exemple, Sir Edmund Lewkenor dans le Suffolk à

l'époque d'Élisabeth ou le comte de Leicester, un membre de l'entourage le plus proche de la reine²⁶. En somme, les puritains veulent tout simplement renforcer l'ordre social et politique existant en le réformant moralement, de telle sorte que des magistrats et un Prince respectueux de la volonté divine mènent à son terme la lutte contre le papisme ; et nombreux sont ceux qui, au sein même de la hiérarchie, sympathisent avec le programme puritain. Les exemples classiques sont ceux des archevêques de Cantorbury Edmund Grindal et George Abbot. Mais Grindal n'exerça sa fonction de primat qu'une centaine de jours en 1575 avant d'être destitué par Elizabeth et Abbot, bien que primat de 1611 à 1627, n'eut de réelle influence que pendant les dix premières années de sa charge. Comme Hill le fait remarquer, Grindal et Abbot ne sont pas la norme mais l'exception qu'il faudrait expliquer. La norme anglicane serait représentée par Whitgift ou Bancroft.

Pour la plupart des historiens, ce consensus assez flou est brisé par la montée de l'arminianisme en Angleterre dans les années 1620 et c'est cette pression arminienne, soutenue avec enthousiasme par William Laud et Charles I, qui transforme des protestants somme toute conventionnels et conservateurs en farouches opposants à la couronne. Le schéma interprétatif présente un parallèle manifeste avec celui qui voit dans la crise politique, fiscale ou militaire anglaise, une couronne innovatrice se heurtant à des résistances défensives. Nous sommes ici dans le temps très court : l'arminianisme éclate comme un coup de tonnerre dans un ciel serein et le soutien que lui apporte Charles devient une affaire de préférence personnelle aux terribles conséquences.

À l'opposé, Peter White²⁷, Kevin Sharpe²⁸ ou, plus récemment, Christopher Hill²⁹, contestent que l'arminianisme anglais ait représenté une telle rupture avec l'anglicanisme henricien. Le principal objectif de Laud et Neile aurait été de rétablir l'ordre au sein de l'Église et de défendre la vieille tradition des conformistes élisabéthains comme Bancroft et Whitgift dans un contexte de crise aiguë.

Tout en soulignant la présence de "proto-arminiens" dans le clergé de paroisse avant Laud, Nicholas Tyacke³⁰ souligne qu'il se produit un chan-

gement de cap très notable à la fin des années 1620. Le début de la décennie s'annonçait en principe plutôt défavorable à l'arminianisme. Au synode de Dort (1618), la délégation officielle anglaise s'était rangée aux côtés de la majorité qui avait condamné l'arminianisme et l'un de ses délégués, George Carleton, avait reçu l'évêché de Chichester l'année suivante tandis que son collègue John Davenant recevait celui de Salisbury en 1621. Or, dès 1625, John Davenant se plaint en privé de l'influence croissante de l'hérésie arminienne, plainte reprise plus vigoureusement et publiquement par les Communes en février 1629. Et à partir de 1628, plus aucun des populaires sermons de St Paul's Cross n'est publié qui ne contienne les éléments de la doctrine arminienne.

Que les positions de Laud soient véritablement nouvelles ou qu'elles ne fassent que perpétuer la tradition, il est clair qu'à partir du synode de Dort les conflits entre calvinistes et arminiens empoisonnent le gouvernement de l'Église et, en conséquence des options du Roi, l'atmosphère politique. La question débattue concerne l'ampleur de cette controverse. John Morrill³¹ considère que les conflits les plus sérieux et les plus pertinents sont ailleurs. En rupture avec la longue tradition qui l'associe à l'émancipation, Morrill met en relief les aspects les plus élitistes et les plus répressifs de la Réformation. Le protestantisme étant une religion du verbe et de l'esprit, pour faire partie des saints ou être reconnu comme tel, il est avantageux d'être lettré et de comprendre un certain nombre de problèmes complexes (afin d'"internaliser la doctrine" comme on dit). En outre le protestantisme calviniste offre peu de préceptes permettant à l'individu de déterminer sa conduite en ce monde. Il en résulte pour Morrill que le calvinisme n'a été porté par aucun mouvement populaire dans la réforme anglaise et n'a pas reçu l'appui du "catholicisme sans pape" henricien. Certes, au XVII^e s., le protestantisme a fini par acquérir un large appui mais à l'exclusion de sa variante puritaine, élitiste (au sens étymologique du terme), qui met en péril les pratiques sociales traditionnelles de la société villageoise. L'apparent consensus d'avant les années 20 ne doit donc pas faire illusion. Il tient simplement au fait que les puritains ne s'opposent à la couronne qu'à partir du moment où ils sont directement

pris à parti. À l'inverse, il ne faut pas se méprendre non plus sur les raisons de l'enthousiasme provoqué par la chute de Laud. Il tient en partie aux interférences parfois brutales des laudiens dans la vie des communautés mais surtout à l'accroissement spectaculaire des interventions du clergé dans les affaires publiques et le gouvernement séculier. Enfin, le soulagement à la chute de Laud ne profite pas aux puritains mais bien à l'Église d'Angleterre et à son épiscopat après la chute de Laud. Ce qui, malgré les victoires parlementaires, met un frein à la croisade religieuse des puritains et à leurs tentatives de Réforme radicale dans les années 40 et 50.

Bien que les travaux les plus récents contestent la thèse de l'élitisme puritain, les sources dont on dispose ne permettent pas de déterminer véritablement quelle était l'opinion "majoritaire" dans une Angleterre où l'ensemble du système de gouvernement civil et religieux dépend essentiellement des opinions et des positions des minorités en mesure de jouer un rôle déterminant. Il est par contre manifeste, au vu du déroulement de la guerre civile et de la composition de l'Armée parlementaire, que le puritanisme, même quantitativement très "minoritaire", dispose d'une base sociale qualitativement large. Cela ne contredit pas formellement la qualification d'élitisme mais en modifie assez sensiblement le sens. Autant, donc, il est impossible d'affirmer que le puritanisme soit le principal courant du protestantisme anglais jusque dans les années 1620, autant il est impossible d'en faire un mouvement d'opposition bien défini et coupé de l'ordre clérical et civil existant. Par contre, l'existence d'un large spectre de positions religieuses en Angleterre ne doit pas induire l'image d'un paisible consensus calviniste qu'aurait soudainement brisé la réforme de Laud. Il existait d'énormes tensions au sein de la Réformation anglaise depuis ses origines et c'est dans ces tensions que l'on doit probablement chercher une des raisons majeures de la fortune de l'arminianisme. La réforme de Laud est une tentative de résoudre une fois pour toute la contradiction majeure entre le principe protestant d'une l'Église invisiblement composée de fidèles élus, tous sacerdotes, et une institution hiérarchique prétendant s'imposer à l'ensemble des sujets. Dans le

développement de la guerre civile et la défaite (provisoire) de l'arminianisme, l'ennemi principal des indépendants et sectataires divers devient le système pyramidal inversé des presbytériens.

On voit aisément par-là que l'interprétation de la crise religieuse renvoie presque nécessairement à la question des valeurs hiérarchiques et des transformations de l'ordre social et de sa perception au cours de la période.

Le “changement social” ou un chemin semé d'épines

L'évaluation du fonctionnement des valeurs hiérarchiques et du consensus ou dissensus à leur propos dans l'Angleterre de la fin du ^{xvi}e et de la première moitié du ^{xvii}e siècles constitue à la fois un enjeu important et la source d'évidentes difficultés. Difficultés tout d'abord qu'il y a à interpréter les données dont disposent les historiens mais aussi et surtout qu'il y a à évaluer la perception que les acteurs ont de cette mobilité et des changements sociaux qui l'accompagnent. La comparaison des titres de deux ouvrages consacrés à la question du changement social dans l'Angleterre moderne permettra de saisir d'un coup d'œil l'ampleur des “révisions” historiographiques survenues en vingt ans. En 1965 paraît *Social Change and Revolution in England 1540-1640* de Laurence Stone. Un peu plus de vingt ans plus tard, Barry Coward publie *Social Change and Continuity in Early Modern England 1550-1750*⁶². Outre le renversement d'appréciation de l'étendue des transformations survenues dans l'Angleterre d'avant le milieu du ^{xviii}e siècle et que traduit la substitution spectaculaire de la “continuité” à la “révolution”, le changement de chronologie est lui aussi très significatif. Là où Stone voit dans le changement social un élément crucial de compréhension de l'effondrement de la monarchie en 1640, Coward dissout pour ainsi dire la pertinence historique et la portée symbolique de la date de 1640 pour contester la validité d'une mise en relation des développements sociaux avec une chronologie indexée au conflit politique. En accord avec toutes les révisions dont il a déjà été question, il devient en effet beaucoup moins commun dans les années

1970-80 que dans les années 50 et 60 de voir dans la guerre civile et le Protectorat une étape décisive de la "modernisation" de l'Angleterre traditionnelle. Et comme la question de l'émergence d'un monde "moderne" dans ses aspects sociaux et économiques avait largement été formulée en termes "marxisants" comme une "transition" entre la société "féodale" et la société capitaliste, la révision historiographique survenue depuis le début des années 70 a souvent surimposé la question de la nature "bourgeoise" de la révolution à celle de l'existence de cette révolution elle-même.

Les interprétations "marxisantes" les plus courantes font de la guerre civile un élément crucial d'une "révolution bourgeoise". L'accent a souvent été mis sur les aspects structurels de la révolution : la guerre civile est à la fois un produit des tensions accompagnant l'émergence du "capitalisme" au sein d'une "société féodale" et, à travers la victoire du Parlement, un facteur de l'établissement de conditions bien plus favorables au développement du capitalisme que celles qui prévalaient avant 1640. En prenant le risque de réduire les interprétations à leur plus petit commun dénominateur, on peut esquisser de la manière suivante le schéma prévalent : on suppose que dans une société féodale, l'essentiel de la production est fourni par des paysans qui cultivent la terre plus pour leur subsistance et la fourniture d'un surplus au seigneur que pour la vente sur le marché. Les propriétaires garantissent leurs profits à travers le pouvoir politique et juridique plutôt qu'à travers l'entreprise économique. La terre est donc pour les élites une source d'influence et de statut social ainsi qu'un instrument de consommation ostentatoire, beaucoup plus qu'un moyen de maximisation du profit économique. Il s'ensuit que les relations sociales sont marquées par des rapports de déférence et de paternalisme au sein d'un système d'*order and degree* (ordre et statut) plutôt que par la conscience de classes rivales définies par leur position économique. On suppose à l'inverse que, dans une société capitaliste, le travail salarié est la forme caractéristique de la production de marchandises au sein d'une économie monétaire. Dans ce contexte, les élites visent l'accumulation et la maximisation de leur profit. La stratification sociale

est plus clairement perçue (dans ce que l'on suppose être sa vérité) et prend la forme de divisions de classes. Néanmoins, les relations sociales mettent (idéologiquement) l'accent sur l'individualisme plutôt que sur les liens communautaires. Dans le contexte anglais, les changements intervenus dans la production agricole sont au cœur de la transition mais l'émergence du capitalisme est aussi due à un accroissement de l'investissement dans l'industrie, le commerce et la colonisation.

La critique de l'application d'un tel schéma à la Guerre Civile anglaise s'est opérée dans deux directions³³. D'une part, on a contesté que des changements économiques, même bien réels, puissent être aussi étroitement et mécaniquement liés à telles ou telles positions politiques ou religieuses, souvent d'ailleurs tenues pour n'avoir été ni révolutionnaires ni même innovantes. Conrad Russell juge ainsi cruellement que la *Crisis of Aristocracy* de Laurence Stone "[tente d']expliquer des événements qui n'ont pas eu lieu par un changement social dont les preuves demeurent incertaines". D'autre part, on a purement et simplement nié qu'une telle transition du féodalisme au capitalisme se soit produite au cours de la période. Deux arguments radicalement opposés ont été avancés contre l'idée d'une transformation décisive de l'économie anglaise au début du xvii^e siècle. Soit les changements décisifs avaient déjà eu lieu, soit-ils étaient encore à venir. Dans la première veine, l'Angleterre d'Alan Macfarlane³⁴ était une société individualiste orientée vers le marché bien avant le xvii^e siècle, et Robert Brenner³⁵ laisse entendre que le résultat des conflits sociaux entre paysans et seigneurs au cours de la période médiévale, aurait eu une importance bien plus grande pour le capitalisme agraire anglais que quelque événement que ce soit survenu au xvii^e s. Dans la seconde veine, le fameux *The World We Have Lost* de Peter Laslett décrit une société traditionnelle qui perdure jusqu'au xix^e s. Il en va de même pour J.C.D. Clark³⁶, qui retrouve un "long dix-huitième siècle" où les relations étroites entre monarchie, aristocratie et Église "établie" se maintiennent en gros jusqu'à l'adoption des *corn laws* et de la première réforme électorale.

En ce qui concerne la question de savoir jusqu'à quel point le gouvernement de Charles I aurait pu freiner les développements économiques censés être en cours, les réponses sont loin d'être claires. On a régulièrement opposé la politique étrangère erratique et inefficace de Charles à la vigoureuse mobilisation des ressources nationales par le protectorat en faveur d'un commerce et d'une colonisation qui ne demandaient pour ainsi dire qu'à s'épanouir. On a toujours souligné aussi les tentatives parfois imprévisibles de régulation des enclosures ou d'extension des monopoles, les extorsions et taxations opérées au nom et au moyen de la prérogative royale, toutes mesures motivées par les besoins financiers de la monarchie Stuart plutôt que par la rationalité économique. Mais le débat n'est pas factuel ; il est interprétatif.

Une hypothèse interprétative, qui rappelle singulièrement certaines observations de Hobbes dans son *Behemoth*, consiste à traiter les mesures royales non pas comme constituant des aspects structurels et pour ainsi dire constitutifs du gouvernement des Stuart mais comme le résultat de méthodes conjoncturelles employées par la Couronne pour récompenser ses alliés tout en écartant ses adversaires potentiels. Corrélativement, les opposants à la politique royale apparaissent comme représentatifs de groupes et d'individus qui, loin de chercher à renverser le système, réclament leur part des bénéfices qu'il engendre ou bien exigent une politique coloniale et anti-espagnole beaucoup plus offensive. Dans ce cadre, on en vient même à se demander si la politique économique royale aurait pu même avoir le moindre effet qui justifiât qu'on en vienne à une rébellion pour la modifier.

Le concept de "révolution bourgeoise" a aussi été utilisé dans une acception plus "subjective" pour désigner le rôle joué par une classe capitaliste émergente, engagée dans une entreprise économique d'un type nouveau et dont la progression se trouvait freinée par un système social et politique dépassé. D'où les tentatives d'historiens plus ou moins marxisants pour lier directement les allégeances politiques des membres des élites de 1640 à l'émergence d'intérêts économiques nouveaux. Un premier argument fut, en 1940, celui de Christopher Hill qui voyait

dans la "Révolution anglaise" le renversement violent d'un pouvoir d'État protégeant un ordre ancien essentiellement féodal. Le pouvoir étant passé entre les mains d'une classe nouvelle, il était, écrit textuellement Hill, "nécessaire au développement ultérieur du capitalisme que ce parasitisme en pleine décomposition cesse avec le renversement de l'état féodal". La composition de cette nouvelle classe était complexe : elle incluait les couches les plus progressistes de la gentry, la bourgeoisie marchande et certaines parties de la *yeomanry* (des francs tenanciers, gros fermiers etc.). Par la suite, Hill s'est écarté de son interprétation de jeunesse et a de plus en plus souligné l'importance de la partie "industrielle" du peuple, la *middling sort* des textes de l'époque. R. H. Tawney présentait un argument du même ordre mais plus simple que celui de Hill. Après avoir souligné le rôle de la religion et celui de la disparition des petits fermiers dans la transition vers le capitalisme, Tawney avançait que la montée d'une nouvelle *gentry* plus entreprenante combinée au déclin de la vieille aristocratie auraient joué un rôle déterminant dans la marche vers la Guerre Civile. Dans un article de 1941³⁷, Tawney reprenait plus ou moins à son compte l'interprétation donnée des événements par James Harrington. Pour Harrington, la guerre civile avait éclaté en raison de la dissolution des monastères et de la politique anti-nobiliaire des Tudor qui avaient provoqué un passage du pouvoir issu de la propriété terrienne de l'aristocratie à un groupe bien plus élargi. Où il y a une banque, écrivait en substance Harrington³⁸, toutes les chances sont pour qu'il finisse par y avoir un *commonwealth* car lorsqu'un gouvernement est érigé de telle manière qu'il pèse sur un seul plateau de la balance, l'équilibre se rompt et se produit une "révolution naturelle". L'équilibre devait ainsi se rétablir par glissement du pouvoir politique vers le "parti populaire" et le passage de la monarchie au *commonwealth*. À cette présentation, Tawney ajoutait un certain nombre de données quantitatives (nombre de manoirs possédés par les pairs, la couronne et la gentry en 1550 et en 1640, par exemple) dont il concluait au déclin de la couronne et de la pairie, déclin en partie dû à ce que les pairs demeuraient liés aux pratiques de consommation ostentatoire et de gestion patriarcale des domaines, la prospérité

croissante de la gentry plus pressée d'adopter de nouvelles méthodes commerciales l'encourageant à réclamer un rôle politique de plus en plus important.

Cette notion de "montée de la gentry" a provoqué maints débats. Tout d'abord, la valeur heuristique du type de données quantitatives réunies par Tawney a été fortement remise en question. Dénombrer les manoirs n'est pas une méthode fiable dans la mesure où l'unité (le "manoir") est de nature et de valeur foncière beaucoup trop variables. Trevor-Roper³⁹ suggérait même que les difficultés économiques de la fraction de la gentry qui, se trouvant exclue du système des charges, pensions ou fonctions judiciaires, dépendait uniquement des revenus de la terre, l'avaient précipitée du côté parlementaire pendant la guerre civile. Si l'argument était trop forcé pour ne pas provoquer un scepticisme quasi-unanime, il montrait à quel point il est difficile ne fût-ce que de produire des affirmations générales sur le développement de la gentry et *a fortiori* de lier ces développements à une répartition claire des prises de parti lors du conflit.

La question est en fait de savoir s'il convient d'opposer pairie et gentry ou encore *nobility* et *commoners* comme deux groupes clairement distincts ou bien s'il s'avère plus exact d'envisager l'ensemble d'une aristocratie terrienne au sein de laquelle les situations économiques, les rôles sociaux effectifs, les modes d'accès au pouvoir et les styles de vie ne reposent pas sur les distinctions nettes entre privilèges juridiques respectifs des deux groupes⁴⁰. La seconde hypothèse remettrait assez sérieusement en cause la *Crisis of the Aristocracy* de Laurence Stone⁴¹, qui portait sur le destin économique, social, culturel et politique de la pairie entre 1558 et 1641. Stone estimait que les pairs avaient subi une crise profonde au cours de la période. Ils seraient tombés dans une dépendance d'autant plus étroite à l'égard de la couronne que l'inflation érodait leur position économique. L'amélioration de leur situation financière dans les années 1620 s'était faite au détriment de leur pouvoir social. "Les développements économiques dissolvaient les anciens liens d'obligation et de service tout en créant de nouvelles relations fondées sur les opérations marchandes (...). La politique intérieure et étrangère des Stuart

ne parvenait pas à répondre aux exigences posées par ces changements⁴²”.

Le problème ne réside pas dans de tels constats mais dans leur mise en relation plus ou moins mécanique avec les choix politiques. Comment expliquer en effet que la pairie se répartisse presque également entre les deux camps lors de la guerre civile ? Christopher Hill⁴³ suggère que la ligne de partage ne passe pas entre pairie et *gentry* mais entre les “simples rentiers” qui maintiennent des pratiques économiques et sociales “féodales” et “ceux qui sont activement engagés dans de nouvelles activités productives” et investissent dans des entreprises industrielles et commerciales. Ce “groupe progressiste” inclut non seulement des fractions de la pairie et de la *gentry*, mais aussi une part non négligeable de la *middling sort*. Hill note en outre que les régions les plus fortement royalistes durant la guerre sont le nord et l’ouest dit “attardé”, le Parlement dominant dans le sud et l’est plus “développés”. Derrière l’argument de Hill, il y a l’idée que les intérêts économiques traditionnels gravitent autour du roi tandis que les meilleures garanties du droit de propriété et de l’entreprise économique reposent sur le Parlement.

Les travaux menés sur les familles, sur la situation économique individuelle des membres du Parlement et sur les allégeances des juristes de la *common law* ainsi que de la *gentry* campagnarde, ne fournissent cependant pas d’arguments absolument convaincants en faveur d’une interprétation sociale de la Guerre Civile qui chercherait à tirer des conclusions générales. Citons ici à titre d’illustration les cas du Yorkshire et du Lancashire, objets de recherches particulièrement fouillées⁴⁴. Dans le Yorkshire, Cliffe⁴⁵ ne relève pas de différences notables entre les fortunes respectives de la *gentry* royaliste et de la *gentry* parlementariste. On y trouve de part et d’autre la même proportion de gentlemen “en ascension” ou “sur le déclin”, de “simples rentiers” ou de “producteurs agricoles actifs”, de membres des professions libérales et de marchands. Le vrai contraste est dans la répartition : 242 familles de la *gentry* en faveur du roi, 128 en faveur du Parlement. Dans le Lancashire étudié par Blackwood⁴⁶, la *gentry* est très majoritairement royaliste, mais les différences significa-

tives entre royalistes et parlementaires sont assez subtiles. Les fortunes stables forment la majorité des partisans de l'un et de l'autre camp. Par contre, on trouve plus de familles prospères du côté parlementaire tandis que les partisans du roi incluent les familles les plus endettées ou ayant subi les revers de fortune les plus spectaculaires. Le camp royal est au reste fort hétéroclite. On y trouve tous types de propriétaires, des réactionnaires aux en passant par les "paternalistes" mais aussi des spéculateurs sur le charbon et des "requins du commerce" que l'on peut difficilement ranger parmi les défenseurs des "traditions féodales". Si les royalistes du Lancashire, tout comme ceux du Suffolk ou les membres royalistes du Long Parlement, sont plus jeunes que leurs adversaires parlementaristes, dans de nombreux comtés, la gentry royaliste est établie depuis plus longtemps et le parti parlementaire compte plus d'hommes nouveaux. Au total, il semble qu'on ne puisse guère tirer de conclusions générales concernant le lien entre statut socio-économique et prise de parti durant le conflit.

La Révolution retrouvée ?

Tout cela devrait susciter un scepticisme considérable concernant les ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles anglais en tant que période de transformations révolutionnaires. Ce scepticisme se justifie dès lors qu'il s'agirait de rattacher les choix politiques des membres des élites à leurs divisions au sein d'une transition elle-même devenue problématique. Il n'en reste pas moins que le changement social et économique, même moins brutal et "révolutionnaire" qu'on ne le pensait dans les années 1940 à 60, reste très significatif. Il semble que l'approche actuellement la plus féconde des facteurs sociaux de la Guerre Civile ne consiste pas à repérer le mouvement ascendant ou descendant des catégories sociales sur une sorte de grand escalier qu'on appellerait la "société", mais bien plutôt à tenter de décrire aussi finement que possible, dans sa très grande diversité, la manière dont les divers secteurs de la société anglaise sont affectés par les changements qui surviennent au tournant du siècle, et y

réagissent. Beaucoup de ceux qui prirent les armes contre le roi en 1642 furent horrifiés par le radicalisme qu'ils avaient libéré et beaucoup de ceux aussi qui suivirent l'étendard royal ne le firent assurément pas dans la perspective du rétablissement d'une monarchie telle que Charles I la rêvait avant que les "Covenanters" ne franchissent la Tweed. L'attention accordée, au cours de ces dix ou quinze dernières années, aux correspondances et documents privés fait apparaître une infinité de nuances dans les allégeances, si décidées qu'elles aient été sur le terrain. Tous ceux en tout cas qui étaient politiquement actifs tentaient, dans un camp comme dans l'autre, de trouver des solutions à des problèmes pour la plupart inédits et de "négocier" les rapports entre les divers types de pratiques sociales qui étaient les leurs. Que l'interprétation de la Guerre Civile s'avère excessivement complexe et exclue tout schéma explicatif et/ou narratif univoque ne signifie donc pas qu'elle ne s'insère pas dans une transformation de type "révolutionnaire", pour peu que l'on donne à ce terme le sens large que veut lui conférer Christopher Hill tout en cherchant à en articuler les déterminations internes. Le "révisionnisme" des années 70 et 80, dans sa volonté de faire disparaître la Révolution anglaise de 1640 aura, au total, préparé son retour dans une historiographie considérablement enrichie à mesure qu'elle se faisait moins idéologique. Une révolution astronomique dans la Révolution, en somme.

Michael A. Soubbotnik
Université de Marne-la-Vallée

Notes

- 1 L'expression est de Christopher Hill, *A Nation of Change and Novelty*, 2nd ed., London, Bookmarks, 1993.
- 2 Comme en témoigne le titre de l'article suivant : David Wooton, "From Rebellion to Revolution : the Crisis of the Winter of 1642-3 and the Origins of Civil War Radicalism", *English Historical Review*, 105, 1990.
- 3 Le *vademecum* de la discussion historiographique demeure le "grand petit livre" d'Ann Hughes, *The Causes of the English Civil War*, London, Macmillan, 1991. Il est la référence constante de la présente mise au point.
- 4 Laurence Stone, *The Causes of the English Revolution, 1529-1642*, New York, Harper & Row, 1972.
- 5 Christopher Hill, *The Century of Revolution 1603-1714*, 1st ed., New York, W.W. Norton, 1966, préface.
- 6 Mark Kishlanski, "The Emergence of Adversary Politics in the Long Parliament", *Journal of Modern History*, 49, 1977.
- 7 Faut-il rappeler que le "révisionnisme" en histoire consiste purement et simplement à modifier une interprétation antérieure soit par relecture des faits et sources et/ou suite à la découverte de faits ou documents nouveaux ?
- 8 Conrad Russell (ed.), *The Origins of the English Civil War*, London, MacMillan Publishing Company, 1973.
- 9 Cf. Conrad Russell, *The Causes of the English Civil War*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 8.
- 10 Cf. l'analyse et les réponses de Christopher Hill, Christopher Hill, "The Word 'Revolution'", in R. Ollard & P. Tudor-Craig (eds.), *For Veronica Wedgwood, These Studies in Seventeenth-Century History*, 1986 ; repr. in C. Hill, *A Nation of Change and Novelty*, op. cit., p. 100-20.
- 11 Edward Hyde, Earl of Clarendon, *The History of the Rebellion and Civil Wars in England begun in the Year 1641*, edited by W. Dunn Macray, Oxford University Press, 1992.
- 12 Cf. A. Hughes, *The Causes of the English Civil War*, op. cit., p. 4.
- 13 Cf. C. Russell, *The Causes of the English Civil War*, op. cit., ch.1 ("The Corpus Delicti, 1637-1642").
- 14 Richard Ashcraft dans son admirable *Revolutionary Politics & Locke's Two Treatises of Government*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1986 (trad. fr. J.-F. Bailion, *La Politique révolutionnaire de Locke et les Deux Traités du Gouvernement*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995) contribue à la restitution de cet héritage.
- 15 L'*impeachment* de Cranmer à l'articulation des deux règnes en serait un excellent exemple.
- 16 Cf. C. Russell, *The Causes of the English Civil War*, op. cit., p. 14 et suiv.
- 17 Cf. en particulier Richard Cust & Ann Hughes (eds.), *Conflict in Early Stuart England*, Longman, 1989. On trouvera un panorama assez étendu de cette réaction dans la préface à l'édition de 1993 de *A Nation of Change and Novelty* de Christopher Hill.
- 18 C. Hill, *A Nation of Change and Novelty*, op. cit., ch. 5, "The word *Revolution*". Une argumentation plus convaincante, parce que plus circonstanciée, que celle, opposée, de Reinhart Kosellek, "Der neuzeitliche Revolutionsbegriff als geschichtliche Kategorie", *Studium Generale* 22, 1969 (tr. fr. M.-Cl. & J. Hoock dans *Le Futur Passé*, Paris, EHESS, 1990).
- 19 C. Hill, *A Nation of Change and Novelty*, op. cit., p. 19.

- 20 Edgar Quinet, *Le Christianisme et la Révolution Française* (1845), 11^e leçon, Corpus, Fayard, p. 199 et suiv.
- 21 Souligons cependant que Christopher Hill avait déjà commencé à secouer le dogme de la "révolution puritaine" dès les années cinquante. Cf. Christopher Hill, "Lord Clarendon and the Puritan Revolution", in *Puritanism and Revolution* (1958), New York, St Martin's Press, 1997.
- 22 Michael G. Finlayson, *Historians, Puritanism and the English Revolution*, Toronto, 1985.
- 23 Patrick Collinson, *The Religion of Protestants : The Church in English Society, 1559-1625*, Oxford University Press, 1982.
- 24 Janice Knight, *Orthodoxies in Massachusetts. Rereading American Puritanism*, Cambridge, Mass. Harvard University Press, 1994.
- 25 Dans sa biographie de Charles I et en dépit des concessions successives et vaines faites à l'Espagne en 1624, puis à la France en 1625 puis aux rebelles irlandais tout au long de la Guerre Civile, Carlton insiste fortement sur l'anti-papisme du Roi qui n'a d'égal que son arminianisme et son épiscopalisme.
- 26 Cf. A. Hughes, *The Causes of the English Civil War*, op. cit., p. 97.
- 27 Peter White, "The Rise of Arminianism Reconsidered", *Past and Present*, 101, 1983.
- 28 Kevin Sharpe, "Archbishop Laud", *History Today*, 33, August 1983.
- 29 C. Hill, *A Nation of Change and Novelty*, op. cit., ch. 4.
- 30 Nicholas Tyacke, *Anti-Calvinists : The Rise of English Arminianism c. 1590-1640*, Oxford, 1987.
- 31 John S. Morrill, "The religious context of the English Civil War", *Transactions of the Royal Historical Society*, 5th Series, 34, 1984.
- 32 Barry Coward, *Social Change and Continuity in Early Modern England 1550-1750*, London, Longman, 1988.
- 33 Nous résumons ici les principaux aspects explorés par A. Hughes dans *The Causes of the English Civil War*, op. cit.
- 34 Alan Macfarlane, *The Origins of English Individualism*, Oxford, Blackwell, 1978.
- 35 Cf. par exemple, Robert Brenner, "Agrarian Class-Structure And Economic Development In Pre-Industrial Europe", *Past and Present*, 97, 1982.
- 36 Cf. J.C.D. Clark, *English Society, 1688-1832*, Cambridge, 1985 et la seconde édition, substantiellement modifiée comme on le voit par le titre : *English Society, 1660-1832*, Cambridge, 2000.
- 37 R.H. Tawney, "Harrington's Interpretation of His Age", *Proceedings of the British Academy*, XXVII, 1941. Dans le premier chapitre de *Puritanism and Revolution* (op. cit.), Hill fournit une analyse assez détaillée des failles de l'hypothèse de Tawney.
- 38 James Harrington, *Political Works*, ed. by John Pocock, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, p. 409, cité par Christopher Hill, *The Experience of Defeat*, London, Bookmarks, 1994.
- 39 H.R. Trevor-Roper, *The Gentry, 1540-1640*, *Economic History Review Supplement*, 1, 1953.
- 40 Ici encore, il convient de renvoyer aux analyse de *Puritanism and Revolution*, op. cit., ch. 1.
- 41 Laurence Stone, *The Crisis of the Aristocracy, 1558-1641*, Oxford, 1965.
- 42 Laurence Stone, *The Causes of the English Revolution, 1529-1642*, New York, Harmer & Row, 1972, p. 71-72.
- 43 C. Hill, *Puritanism and Revolution*, op. cit., ch. 1.
- 44 Cf. A. Hughes, *The Causes of the English Civil War*, op. cit., ch. 3 pour un panorama des recherches région par région.

- 45 J.T. Cliffe, *The Yorkshire Gentry From the Reformation to the Civil War*, University of London, Historical Studies, London, Athlone Press, 1969.
- 46 B.G. Blackwood, *The Lancashire Gentry and the Great Rebellion*, Chetham Society, 3rd Series, XXV, 1978.